

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 54 (1962)
Heft: 11

Artikel: L'éducation ouvrière aujourd'hui
Autor: Muralt, Bruno
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-385265>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

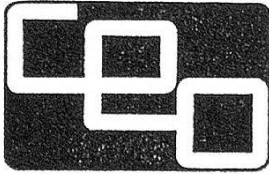
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 25.11.2024

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



L'éducation ouvrière aujourd'hui

par Bruno Muralt

L'homme cultivé est celui qui s'efforce avec constance: de se mieux connaître, de mieux comprendre les autres et le monde.

JEAN HARTMANN

Nous pouvons nous rallier à cette définition de la culture au sens large du terme. C'est le critère auquel doit obéir aujourd'hui l'effort de formation que l'on résume en ces termes: l'éducation des adultes. Mais cette définition vaut-elle aussi pour l'éducation ouvrière? Pas entièrement. Un élément, caractéristique dès le début de la lutte entreprise par le mouvement ouvrier, en est absent: la volonté de modifier et d'améliorer la société et l'aménagement des choses. C'est cette volonté qui a fait du mouvement ouvrier ce qu'il est aujourd'hui: l'un des fondements de la démocratie et de la société industrielle moderne. Mais ce résultat a exigé un énorme travail éducatif. On peut même dire, sans exagérer, que cet effort d'éducation est à la base de tout. Lui seul a permis de forger les armes, les moyens qui ont permis au travailleur de rompre les chaînes du prolétariat, de surmonter la misère et les temps de la grande humiliation, d'occuper dans la société la place à laquelle il avait droit, en un mot de devenir un citoyen dans la pleine acception du terme.

Le dynamisme, l'enthousiasme, le désintéressement qui ont caractérisé jusqu'à maintenant l'éducation ouvrière, nous ne voulons pas qu'ils s'affaiblissent. Ce sont ces valeurs qui confèrent à l'éducation ouvrière une place particulière dans le cadre du vaste effort qui vise, de manière générale, à promouvoir l'éducation des adultes. Selon un terme à la mode peut-être, mais exact: l'éducation ouvrière est *engagée*. Elle veut contribuer à adapter toujours mieux l'ordre social aux réalités nouvelles, aux exigences du progrès scientifique et technique; faire en sorte aussi que ce progrès soit au service de la justice et de l'humaine dignité. Il n'appartient pas à l'éducation ouvrière de donner des mots d'ordre. Son rôle est de transmettre des connaissances objectives, d'éveiller la curiosité, de faciliter la compréhension des problèmes, d'aiguiser l'esprit critique, de former le jugement afin que les travailleurs puissent *penser et agir en hommes libres*. Parallèlement, alors que les loisirs augmentent, l'éducation ouvrière doit s'employer à stimuler les forces créatrices de l'individu.

Dernièrement, j'ai participé à un cours d'éducation ouvrière dans l'une de nos petites villes. Il avait lieu dans le salon d'un hôtel fréquenté avant tout par les touristes, ce qui a inspiré au président, un homme dans la soixantaine, une allocution d'un tour assez inattendu: «Chers collègues! En vous regardant déambuler dans le hall de cet établissement, qualifié de distingué, j'ai pensé à ma jeunesse. J'ai pris brusquement conscience des changements qui se sont opérés depuis. Au lendemain de la première guerre mondiale, cet hôtel n'aurait pas accueilli des «prolétaires». Nous n'aurions pas davantage songé à y pénétrer. Et l'eussions-nous fait, nous nous serions senti dans nos «petits souliers». Nous aurions eu l'impression d'être des corps étrangers dans un milieu qui n'était pas le nôtre. Nous n'aurions eu qu'un désir: disparaître le plus rapidement... Mais aujourd'hui... aujourd'hui, chacun se sent ici chez lui. J'avais beaucoup de peine à vous distinguer parmi les clients qui allaient et venaient. Cette constatation n'est-elle pas réjouissante? N'est-elle pas comme une justification de la lutte que nous avons menée?...»

Si je cite cette déclaration spontanée, c'est parce qu'elle éclaire les changements profonds qui sont intervenus depuis les débuts de notre mouvement, c'est parce qu'il est nécessaire d'en prendre conscience. Certes, nous sommes encore loin de vivre dans le meilleur des mondes possibles. Le mouvement ouvrier est fort loin d'être superflu. Mais nous ne sommes plus «les damnés de la terre». Nos conditions d'existence et de logement sont incomparablement meilleures que celles de nos pères et de nos grand-pères. Nous ne sommes plus livrés sans défense à l'arbitraire des employeurs. Des syndicats devenus puissants traitent avec eux d'égal à égal et défendent efficacement nos droits, imposent nos légitimes revendications. C'est aux travailleurs eux-mêmes qu'il appartient, en s'organisant mieux, en remplissant mieux encore leur devoir de solidarité, d'augmenter l'efficacité de l'arme syndicale.

Il faut aussi que nous nous tournions plus résolument vers les tâches du présent et de l'avenir. Avec Louis Armand, nous pouvons dire: «On ne peut pas augmenter le nombre des avions mais conserver la mentalité d'un cocher.» Les responsables de l'éducation ouvrière doivent prendre conscience du monde tel qu'il est. Seule une analyse objective de la société d'aujourd'hui et de ses institutions peut créer les conditions d'une action efficace. Mais cette analyse ne peut être objective que si nous nous débarrassons des œillères idéologiques, héritage du XIX^e siècle. Dans un monde caractérisé par une accélération étonnante du progrès scientifique et industriel, par des transformations qui ne se sont jamais succédé à un tel rythme, les révolutionnaires d'hier risquent, s'ils ne se renouvellent pas, de devenir les conservateurs d'aujourd'hui et de demain.

Nous devons nous borner à éclairer en passant quelques-uns des phénomènes les plus caractéristiques de la seconde moitié de notre siècle. Nous sommes

entrés dans l'âge du «miracle économique». Il est évident que la rapidité de l'expansion industrielle, la montée de la prospérité ne sont pas sans influencer la mentalité et le comportement des travailleurs, des jeunes surtout. Nos cadets n'ont jamais connu autre chose qu'un monde en expansion constante. La crise et le chômage sont pour eux des réalités vides de sens. Ils ne doutent pas un instant que cette évolution est appelée à se poursuivre – à moins qu'une improbable catastrophe atomique ne rejette l'humanité à l'âge de la pierre. La théorie de la paupérisation croissante des masses et d'autres encore – qui ont mobilisé les foules au siècle passé – ne provoquent plus aujourd'hui que des sourires amusés. Les jeunes sont les témoins de la prospérité et de la vitalité de la société «capitaliste», d'un système économique et social qui s'est partiellement transformé sous la pression du mouvement syndical et qui leur offre des chances de promotion sociale que leurs pères n'ont jamais connues.

Essayons un instant de nous représenter la société d'aujourd'hui telle que la voient les jeunes gens: Les pays industriels ont la possibilité d'éliminer toutes les misères qui subsistent. Chaque jour, la science et la technique jettent sur le marché des produits nouveaux à des prix abordables pour tous. Il ne serait pas difficile de dresser une longue liste des denrées qui, courantes aujourd'hui, ne figureraient pas au menu des familles ouvrières il y a vingt ou trente ans seulement.

Parallèlement, les structures de la société se sont modifiées. Elles ont cessé d'être rigides. Toutes les fonctions sont ouvertes à tous. Le savoir et la culture ne sont plus le monopole de privilégiés. Sauf quelques réactionnaires dont l'avis ne compte guère, l'opinion est gagnée au principe de la «démocratisation» des études. On ne conteste plus que l'accès aux hautes écoles doit être aussi largement ouvert aux enfants doués des ouvriers et des paysans qu'aux autres. Progressivement, la société fermée d'hier se transforme en une société ouverte, moins peut-être parce que cette évolution est conforme aux exigences de la justice que sous l'effet de la nécessité: l'économie moderne a toujours davantage besoin de main-d'œuvre qualifiée; elle ne peut se permettre de laisser de la matière grise en jachère. Science et instruction ne sont plus un «lux», mais des conditions essentielles de l'expansion économique.

L'économie suisse s'est profondément transformée au cours des dernières dizaines d'années. Le nombre des paysans a diminué. L'effectif des ouvriers a continué à s'accroître, mais moins rapidement que celui des employés. La machine remplace toujours davantage le travail manuel. L'ouvrier exerce de plus en plus des fonctions de contrôle. Il serait d'ailleurs intéressant de déterminer le nombre de ceux qui ont accédé au statut de l'employé au cours des dernières années. Notons aussi que la multiplication des produits, les nouvelles méthodes de production ont pour corollaire l'apparition de nouvelles professions. La diminution de la durée du travail se poursuit. Il n'est pas utopique de penser qu'un jour le nombre des heures de loisir dépassera celui des heures de travail.

En d'autres termes, dans une économie dynamique, le problème du temps libre est appelé à prendre plus d'importance que celui de l'emploi.

Il va sans dire que cette évolution a et aura des incidences toujours plus nettes sur les conceptions mêmes de l'éducation ouvrière. L'amélioration des conditions matérielles, un éventail toujours plus largement ouvert des emplois, des chances d'avancement plus nombreuses, l'écourtement des horaires, tout cela exerce une influence incontestable sur la mentalité des ouvriers et employés de la jeune génération, d'autant plus qu'elle se soucie assez peu des problèmes et des idéologies qui ont été en quelque sorte le pain quotidien de leurs aînés. Ces jeunes, du moins en ce qui concerne le problème de l'emploi, de la sécurité de l'existence, affrontent la vie avec infiniment moins de soucis que leurs parents. Si trop d'entre eux demeurent à l'écart de l'organisation syndicale, ne se soucient pas de leur devoir de solidarité, ce n'est pas parce qu'ils redoutent – comme les militants d'hier – des représailles patronales mais parce qu'ils ont le sentiment qu'ils n'ont pas besoin de la protection assurée par le syndicat. S'ils craignent encore quelque chose, c'est de se lier. Leur aversion à l'égard de tout engagement est, à mon avis, un aspect de la crise générale de l'autorité qui caractérise notre époque.

Un syndicaliste romand exprimait dernièrement en ces termes la réaction de cette génération: «Les «vieux» ne sont plus dans la course; ils sont dépassés par les événements.» Il voulait dire par là que les «vieux», les organisations et institutions de toutes sortes où ils exercent encore une influence déterminante ne sont plus en mesure de suivre l'évolution, et encore moins de la conduire. La famille, l'école, l'église n'échappent pas davantage à cette crise d'autorité et de confiance – que nous ne pouvons pas analyser ici. Cette crise est incontestable et doit préoccuper le mouvement ouvrier. Tous ceux qui ont affaire aux jeunes le confirmeront. Ne cédon pas aux illusions. Bien que les jeunes ne se rebellent que rarement, que les «blousons noirs» soient clairsemés chez nous, nous devons prendre très au sérieux ce refus de tout engagement.

La situation est cependant loin d'être désespérée. Nous avons encore la possibilité de recruter des jeunes, de les gagner à nos idées, de les convaincre de la nécessité de l'action syndicale. Mais nous devons faire l'effort qui est indispensable pour les convaincre. Un gros effort. *Nous avons besoin d'un corps nombreux de militants et d'hommes de confiance bien formés à leur tâche, capables de bien faire comprendre aux jeunes le rôle et la fonction du syndicalisme dans la société industrielle d'aujourd'hui.* Mais disposons-nous en nombre suffisant de ces militants? L'éducation ouvrière est-elle encore «dans la course»? Persuadons-nous bien que notre mouvement ne demeurera vivant, démocratique, que si nous pouvons répondre affirmativement à ces questions. Si nous voulons continuer à progresser, rester en mesure de faire face aux tâches nouvelles, nous devons intensifier les contacts avec la jeunesse, avec les membres des professions nouvelles. En un mot comme en

cent, nous devons rester dans la course. Mais la phase de prospérité présente a ses ombres. Trop souvent,

les intérêts particuliers l'emportent sur l'intérêt général et le bien commun.

Certes, nous n'avons aucune raison de regretter le passé. Pour les travailleurs, il n'y a jamais eu de «bon vieux temps». Ils vivent aujourd'hui beaucoup mieux qu'il y a trente ou cinquante ans. Nous enregistrons ce fait avec satisfaction. Face au présent, nous adoptons un comportement positif. Nous avons confiance dans l'avenir. Jamais les possibilités de vaincre la misère et la faim, de répandre le bien-être et la culture n'ont été plus grandes. Il suffit de grouper un nombre suffisant d'hommes de bonne volonté, décidés à faire en sorte que les richesses que multiplient l'esprit d'invention et le travail concourent à l'amélioration de la condition matérielle et morale de tous. Cet objectif est encore très loin d'être atteint. Il faudrait être aveugle pour ne pas convenir que les structures et les institutions sociales accusent un dangereux retard au regard de l'évolution de la technique et que cet écart menace même de grandir encore. Plus que jamais la vérité du mot du philosophe Bergson s'impose : Notre société a besoin d'un supplément d'âme.

On nous a enseigné que le profit est le moteur de l'évolution, mais qu'il ne doit pas être le seul moteur. Lorsqu'il est recherché sans souci du bien commun, la société est menacée de ruine et d'anarchie. Comme dans une équipe de football, les efforts doivent être coordonnés en vue du but commun. C'est encore très loin d'être le cas. Cette remarque de G.-B. Shaw n'a rien perdu de son actualité : «Les lois sont les mêmes pour tous, certes, mais une nouvelle répartition des revenus s'impose.» Aujourd'hui, tout homme désireux de travailler peut trouver un emploi. Il n'en a pas toujours été ainsi. Mais il n'en reste pas moins que les fruits du travail de tous doivent être mieux répartis. Aujourd'hui, encore des dizaines de milliers de travailleurs ne disposent que de 600 à 800 francs seulement par mois pour entretenir leur famille alors que d'autres – qui ne constituent cependant qu'une faible minorité – ne savent que faire de leur argent. Souvent, l'éventail des revenus est trop largement ouvert. Il est choquant qu'un membre d'un conseil d'administration touche pour un seule séance plus qu'un ouvrier en un an.

Surchauffe économique – Faiblesse de l'Etat

La situation présente montre combien nous sommes encore loin de cette société idéale où intérêts particuliers et intérêt général seraient harmonisés. Le chancre de la spéculation foncière prolifère et l'Etat paraît impuissant à le combattre. L'observateur tant soit peu objectif doit avouer que l'Etat joue mal son rôle de coordinateur, qu'il laisse faire et aller alors que le bien commun lui commanderait d'intervenir. Si gouverner c'est prévoir, on peut conclure que,

bien souvent, il ne gouverne pas et se contente d'administrer. L'économie a besoin d'un effectif accru de travailleurs qualifiés, de techniciens, de chercheurs. Mais ni les établissements scolaires, ni les membres du corps enseignant, ni les élèves et étudiants ne sont assez nombreux. On manque également d'hôpitaux et de personnel. La pollution des eaux s'aggrave sans cesse. Les plus belles rives de nos lacs sont la propriété de particuliers et sont inaccessibles au grand public. Un problème foncier qui n'est pas encore résolu entrave gravement l'aménagement du territoire. La spéculation et l'extension chaotique des agglomérations font monter en flèche les prix des terrains; les loyers des nouveaux logements sont prohibitifs. Ils imposent d'énormes charges aux familles de condition modeste. Ils empêchent nombre de jeunes gens de se marier. L'indispensable coordination des transports n'a pas encore été abordée. En bref, il y a un net décalage entre l'équipement du secteur privé et celui du secteur public.

La prospérité est accompagnée de phénomènes de désintégration

Mais cet Etat dont il vient d'être question à plusieurs reprises, cet Etat, c'est nous! S'il ne suit qu'avec retard l'évolution, si certains services publics ne répondent plus aux exigences d'aujourd'hui, n'est-ce pas aussi parce que nous ne nous soucions pas suffisamment de cet Etat? Il suffit de jeter un coup d'œil sur le degré de participation aux votations et aux élections pour s'en convaincre. Il n'est pas rare que les abstentionnistes soient plus nombreux que les citoyens qui font leur devoir. Mais le nombre de ceux qui se préoccupent vraiment des problèmes politiques et qui concourent à la formation de l'opinion est plus faible encore.

Sans aucun doute, la prospérité exerce un effet désagrégeant sur les collectivités, sur la communauté tout entière. Elle est comparable à une force centrifuge. Chacun s'inquiète au premier chef de ses propres affaires; son succès lui importe plus que tout le reste. La tendance à un égoïste isolement est incontestable. La notion de «solidarité» apparaît démodée.

Cette évolution, cette désaffection à l'égard de la politique et de la *res publica* n'est pas sans entraîner d'inquiétantes conséquences. Les institutions politiques sont demeurées statiques; depuis longtemps, la composition des autorités ne reflète plus les structures sociologiques. Un exemple le démontrera. Il ressort du dernier recensement fédéral que la population agricole ne représente plus que 10% de la population. Logiquement, les conseils de la nation devraient refléter cette réalité. Aux Chambres fédérales, l'élément paysan compte un nombre de représentants très supérieur à son importance numérique. Divers facteurs, les apparentements de listes avec l'artisanat notamment, expliquent en partie ce phénomène. La même remarque vaut pour les personnes de condition indépendante. Il est certain que si les travailleurs participaient plus activement à l'activité politique, que si tous faisaient leur devoir civique, le mouvement ouvrier serait mieux représenté au sein des conseils.

Bien que cette société soit caractérisée par le dynamisme de la technique et de l'expansion économique, les corps qui la gouvernent sont en grande partie animés d'un esprit conservateur. L'écart menace de grandir entre le «pays politique» et le «pays économique». *L'une des tâches essentielles de l'éducation ouvrière consiste donc à intensifier la discussion politique, la participation à la vie civique, la circulation des idées afin que nos institutions soient de nouveau et pleinement le reflet d'une démocratie vivante.* Nous devons faire en sorte que les institutions et leur fonctionnement correspondent aux exigences d'une économie moderne, ne fût-ce que pour arrêter certaines évolutions chaotiques – la spéculation foncière est *un* exemple parmi d'autres – dont les conséquences menacent de réduire à néant les améliorations des salaires réels conquises par les syndicats.

Il a été question de discussion. Il ne s'agit pas de provoquer de stériles débats sur les avantages ou les inconvénients de l'étatisme et de l'économie libre et de réciter d'anciens «catéchismes». Non, il s'agit, bien plus, de rechercher *une synthèse*. L'Etat ne doit pas entraver l'expansion de l'économie. Il doit en promouvoir l'harmonieux développement. Mais une discussion ne peut être fructueuse que si tous les partenaires conviennent que le rôle de l'économie n'est pas d'enrichir une minorité, mais d'améliorer la condition de tous. Cette profession de foi est parfaitement étrangère à tout égalitarisme schématique. De surcroît, on doit admettre que l'Etat – comme tout industriel – a le devoir de prévoir, d'établir une «prospectivité». Il ne faut pas confondre prospective et planification dirigiste. A l'heure de l'intégration européenne – qui annonce une intégration à l'échelle intercontinentale – la coordination des énergies et des efforts est inconcevable sans une conception générale et à long terme de l'évolution. Comme le trafic routier, l'économie d'aujourd'hui ne peut se soustraire aux règles d'une discipline collective.

Nous devons éveiller la compréhension pour les exigences de cette discipline. Nous y parviendrons d'autant plus sûrement que nous mettrons l'accent non pas sur les idéologies, mais sur les réalités et les nécessités. C'est, à mes yeux, l'une des tâches essentielles de l'éducation ouvrière d'aujourd'hui. Nous devons avoir le courage de déceler et de dénoncer les insuffisances de nos institutions démocratiques. Nous devons nous employer à les reviser, à les ajuster aux exigences nouvelles. Cette tâche s'impose d'autant plus que ces institutions datent du siècle dernier et que l'évolution a marché rapidement depuis. Les institutions ne sont pas des monuments historiques. Ce qui importe, c'est qu'elles demeurent capables de fonctionner, efficaces. L'instruction publique appelle à maints égards la même observation. Nous devons réapprendre à mettre en question les institutions, les traditions, les habitudes. Nous ne devons pas nous en laisser imposer par les tabous. C'est à ce prix seulement que nous pouvons maintenir ouverte la voie du progrès et rester dans la course.

Quelques autres tâches

J'ai tenté d'esquisser quelques-uns des problèmes que l'éducation ouvrière doit aborder. Cette liste n'est pas exhaustive. Je n'ai rien dit des *problèmes internationaux*, qui doivent nous préoccuper plus que jamais. Les avions à réaction, les fusées, la navigation spatiale ont supprimé les distances. L'histoire est aujourd'hui mondiale. Nous y jouons notre rôle, qu'il soit actif ou passif. Nombre de nouveaux Etats – qui groupent quelque 1200 millions d'hommes – ont accédé à l'indépendance au cours des dernières années. Ils n'ont pas encore un contour bien précis. Ils ne se sont prononcés ni pour un bloc, ni pour l'autre. La plupart d'entre eux sont «neutralistes». N'avons-nous pas le devoir de les aider, de les faire bénéficier de notre assistance – humaine, technique et financière – afin de créer les conditions nécessaires à l'amélioration des conditions d'existence de leurs populations? Afin qu'ils choisissent de s'engager dans la voie de la liberté et de la démocratie? L'éducation ouvrière peut et doit contribuer à cette grande et passionnante tâche. Dans la mesure où nous nous y consacrerons, nous grandirons avec elle, nous élargirons notre horizon, nous deviendrons effectivement des «citoyens du monde». Jamais la signification de ce mot n'a été plus concrète, plus chargée de sens. L'évolution rapide dont nous sommes les témoins nous engage à conclure: Ou nous serons des citoyens du monde, ou nous ne serons plus. C'est un choix existentiel.

Je n'ai rien dit non plus de *l'aménagement des loisirs et de sa contribution à la culture personnelle*. Le problème est essentiel. Un Français, G. Dumazedier, a publié dernièrement un livre dont le titre illustre bien nos préoccupations: «Vers une Civilisation du Loisir?» L'augmentation du temps libre nous permet de conférer plus de sens à notre existence. Mais saurons-nous saisir cette occasion? Le progrès industriel met à notre portée non seulement l'automobile, mais tous les trésors de l'art et de la pensée: la beauté du monde. N'avons-nous donc pas le devoir de nous préoccuper davantage de l'éducation des adultes et de l'aménagement des loisirs? Dans le cadre de la commune, nous devons nous préoccuper non seulement de la construction de chemins, de garages et de places de parcage, mais tout autant, et bien plus, de l'édification de centres de loisirs. Au sein de notre mouvement également, nous devons inciter nos membres à mieux employer leur temps libre.

Je n'aime pas les gens qui dénoncent à journée faite le matérialisme de notre civilisation et le «règne des masses». Bien plus qu'à ceux d'aujourd'hui, n'est-ce pas aux ouvriers qui travaillaient encore de douze à seize heures par jour, qui n'avaient pas de loisirs, qui étaient trop fatigués pour lire que s'appliquait la notion de «masse»? Peut-on nous faire croire que le niveau de la culture est abaissé parce que la radio permet au travailleur de communier avec Beethoven? Parce que le livre de poche met les classiques à sa portée? N'est-ce pas, au contraire, un enrichissement, une «revitalisation» de la culture? Une culture qui

demeure l'apanage de privilégiés n'est-elle pas condamnée à s'étioler ? A tourner au mandarinat ? Incapable de se renouveler ?

Certes, la simple recherche de la distraction est parfaitement étrangère à la culture. L'abaissement du niveau de certains illustrés à grand tirage est désastreux. Ces publications concourent davantage à l'abêtissement des foules qu'à la formation des individus. Pour ce qui est d'autres quotidiens, on a le sentiment qu'ils visent moins à informer objectivement le lecteur qu'à maintenir les privilèges indus d'une minorité. Dans l'un de ses discours, Kennedy a relevé avec raison qu'une nation qui dépense plus pour la publicité que pour l'instruction est menacée.

L'expérience montre que les travailleurs ne s'intéressent pas seulement à la formation et au perfectionnement professionnels, mais qu'ils aspirent aussi à un emploi non utilitaire des loisirs. Les milliers de personnes qu'attirent les manifestations et les cours organisés par le Centre bernois des loisirs (dû à l'initiative des syndicats, du cartel des employés et des coopératives de consommation) le démontrent abondamment. Cette initiative mériterait de faire école ailleurs. *L'aménagement des loisirs offre aux organisations ouvrières une grande et belle tâche, mais dont l'importance – notamment si l'on songe à la jeunesse – est encore sous-estimée à maints égards.*

Sommes-nous à la hauteur de nos tâches ?

Le lecteur attend peut-être que je termine cette introduction par quelques phrases bien senties. J'avoue que cela m'est difficile, et voici pourquoi. Certes, la Centrale suisse d'éducation ouvrière a déployé une intense activité ; on peut même la qualifier d'étonnante si l'on songe aux moyens financiers très modestes dont nous disposons. C'est avant tout parce que des hommes de grand cœur ont donné le meilleur d'eux-mêmes à notre institution.

Mais les circonstances ont changé. La tâche est devenue immense. Faisons-nous suffisamment ? Les constatations que j'ai faites, chez nous et à l'étranger, m'engagent à répondre négativement. L'Union syndicale compte aujourd'hui 450 000 membres. Mais sur ce nombre, combien ont une véritable formation syndicale ? Combien sont des syndicalistes convaincus ? On rétorquera peut-être que, parallèlement à la CEO, les fédérations et les sections poursuivent également un travail d'éducation syndicale. Je n'en sous-estime pas la valeur. Mais leur effort est-il suffisant ? Disposons-nous de cadres assez nombreux et dont la formation corresponde aux exigences d'aujourd'hui ? Presque partout, la réponse est négative. Ne comptons-nous pas trop de sections où le secrétaire permanent est l'unique cheville ouvrière ? Notre mouvement ne risque-t-il pas un jour d'évoquer l'image d'une compagnie d'assurance, où seuls quelques « agents » sont actifs tandis que la masse des « assurés » demeure passive ?

L'heure n'est-elle pas venue de constituer un *centre permanent d'éducation ouvrière*? Une école syndicale, comme en Allemagne, en Autriche et ailleurs?

Les *centres locaux d'éducation ouvrière* sont actuellement au nombre de 120. Leurs dirigeants, qui travaillent tous à titre bénévole, établissent chaque année un programme d'activité. Ils ont beaucoup de bonne volonté, mais très peu d'argent. La CEO doit se borner à les assister de ses conseils. La même remarque vaut pour les bibliothèques ouvrières.

Quant à la Centrale elle-même, elle dispose de deux secrétaires. Aux termes des statuts, ils doivent non seulement diriger tous les cours, mais animer l'éducation ouvrière dans les trois régions linguistiques.

En *Norvège*, en revanche, pays qui compte moins d'habitants que la Suisse et où l'on ne parle qu'une langue, l'éducation ouvrière dispose de quinze fonctionnaires permanents, dont neuf sont occupés en dehors de la capitale.

En *Autriche*, la Centrale d'éducation ouvrière de l'Union syndicale a quarante personnes à son service. En outre, chacun des Etats fédérés dispose d'un secrétaire régional.

La *Centrale suédoise* occupe cent trente-cinq fonctionnaires et employés permanents, compte non tenu des membres du corps enseignant et du personnel de bureau. Son budget s'établit à 26 millions de couronnes environ par an. Nos amis suédois sont persuadés que l'effort d'éducation ouvrière explique en grande partie la puissance actuelle du mouvement syndical suédois et ses succès. Il convient d'ajouter que l'Etat et les communes versent d'amples subventions aux organes de l'éducation ouvrière. Il en va de même en *Norvège*.

Nos ambitions ne vont pas aussi loin. Mais il n'en reste pas moins que nous devrions disposer de ressources sensiblement plus élevées. Et puis, à *l'heure de l'intégration européenne*, il faudrait intensifier encore la collaboration entre tous ceux qui participent à l'éducation ouvrière.

Les lecteurs de la *Revue syndicale* sont presque tous des hommes de confiance de notre mouvement. Tous ceux qui ont collaboré à ce fascicule seraient heureux si leurs contributions incitaient les lecteurs à coopérer de manière plus étroite encore à notre effort. L'œuvre que les pionniers de l'éducation ouvrière ont entreprise dans des conditions difficiles il y a cinquante ans, nous voulons la poursuivre – avec le courage, l'imagination, l'énergie et la confiance dont ils ont fait preuve. Nous voulons transmettre à nos successeurs, grandi et fortifié, l'héritage que nous avons reçu.